

1989 Grèves



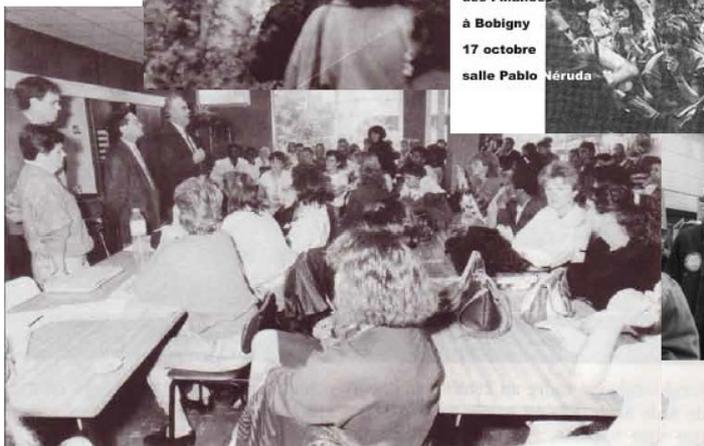
aux Finances

vue du 93



LA GREVE DES AGENTS DES FINANCES
L'IMPOSANT MOUVEMENT NE S'EN LAISSE PAS... COMPTER
Les agents des finances, du trésor et les douaniers s'installent dans la grève. Les assemblées générales des personnels ont rejeté les propositions gouvernementales jugées très insuffisantes, et ont reconduit leur mouvement.

Assemblée
Générale
des Finances
à Bobigny
17 octobre
salle Pablo Neruda



Quelques éléments sur les mouvements de 1989 aux Finances Publiques

Thierry est agent de service aux impôts, rue Saint-Denis à Noisy. Chaque jour il s'occupe du courrier, du standard et il effectue des tâches de bureau dans les différents services des impôts. Thierry est entré aux impôts en 74, voici 15 ans. Son salaire actuel est de 5 299 F. « *Ce n'est pas le Pérou* », dit-il. On est loin des fonctionnaires nantis dont parlent certains journaux. Comme sa collègue Nicole, il se bat en ce moment pour faire avancer ses revendications. « *Vous croyez qu'on peut vivre correctement avec ça? Une fois que vous enlevez le loyer, les impôts il ne reste pas grand chose pour vivre* ». Lui aussi parle de ses conditions de travail. « *Vous avez vu les bureaux, c'est une honte de travailler là-dedans. Rendez-vous compte que pour tout le bâtiment on n'a qu'un seul petit photocopieur, et encore il s'est écoulé trois mois sans avoir de papier pour l'alimenter. On se servait des dos d'imprimés pour faire des copies. Même les stylos viennent à manquer. Ce n'est pas possible de travailler dans ces conditions et avec ces salaires là. Nous faisons un travail utile et indispensable à la vie du pays. Sans nous, il n'y aurait pas de recettes pour l'Etat. Il faut que nous soyons en mesure de jouer notre rôle* ».

Extrait de « *La lettre du Maire* » de Noisy le Sec paru en octobre 1989

En 1986, le [gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac](#) tient un discours glorifiant l'entreprise et le libre échange et n'ayant de cesse de dévaluer l'intervention de l'État envahit l'espace public. Ce discours discrédite les missions confiées aux agents publics et les fonctionnaires des Finances sont particulièrement exposés à cette mise en cause. Confrontés à des tâches toujours plus compliquées, ils sont de surcroît déconsidérés par la critique en soi de l'impôt et par une attaque contre la légitimité du contrôle fiscal.

Ce discours de disqualification des biens collectifs et de l'impôt provoque chez les agents des Finances une crise de reconnaissance, il heurte leurs valeurs professionnelles et nourrit le sentiment d'une perte de sens de leur activité. Ainsi se crée une sorte de propension commune à agir pour modifier cette situation.

La question de l'emploi s'ajoute à ces données. La croissance des effectifs au cours des années 1982-1984 n'est qu'un lointain souvenir. La Direction générale des Impôts (DGI) qui employait 90 000 agents (titulaires et non titulaires) en 1980 n'en emploie plus que 86 000 en 1998 alors que la charge fiscale s'est accrue.

Le conflit aux Finances débute le 29 mai par l'entrée en grève reconductible des agents du Trésor des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes, pour s'achever à la mi-novembre au terme d'une grève généralisée à la quasi-totalité des services du ministère.

Le conflit dure donc quatre mois et demi, marqué par un mouvement de grève en expansion rapide ponctué d'occupations de locaux, d'initiatives locales multiples, de manifestations nationales très importantes : 25 000 participants le 12 septembre, 50 000 le 5 octobre, 100 000 le 19 octobre.

La négociation qui se déroule le 20 octobre n'aboutit qu'à des résultats qui s'avéreront non négligeables ultérieurement mais qui sont, sur le champ, jugés insuffisants par les grévistes qui reconduisent la grève et la poursuivent près de trois semaines encore. Cette grève aura permis l'arrêt des suppressions d'emplois pendant plusieurs années, des requalifications d'emplois, des mesures salariales comme l'obtention de la [NBI](#), de l'[Indemnité Mensuelle de Technicité](#) et des mesures en faveur de la formation des agents.

Historique d'une grève en Seine Saint Denis

Inspiré du journal de la section du 93, « La Clameur des Burlingues » n° 50, sorti en décembre 1989, cet historique par date, écrit par ceux qui l'ont vécu, ne prétend pas reprendre tous les éléments de cette période mais en fait ressortir les moments les plus marquants.

1988

- 27 septembre : 23.75% de grévistes
- 18 octobre : 54 % de grévistes, 200 agents du 93 à Bercy
- 20 octobre 80 agents du 93 envahissent la CAP B rue du Louvre.
- 25 octobre : 2 délégués du 93 participent au Comité Technique Paritaire Central



- 14 novembre : Le Snadgi-CGT 93 (Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts) appelle les autres organisations syndicales à ne pas signer les accords salariaux.
- 7 décembre : Manifestation à la Direction des Services Fiscaux lors du Comité Technique Paritaire Local sur les suppressions d'emplois, avec les élus, et ensuite manifestation devant le ministère, rue du Louvre. La délégation du 93 est reçue par le cabinet du ministre.

Tout au long du mois de décembre, un référendum sur les revendications et actions est organisé par la section, 80 % des agents consultés se prononcent pour une augmentation immédiate de 1 500 francs.

1989

30 janvier : Assemblée générale des personnels de Noisy-Parc pour un appel à la grève le 2 février.



2 février : Les agents du 93 sont en manifestation de Bercy à Palais-Royal. 360 agents en grève, dont environ 200 à la manifestation. 2 Recettes Principales sont fermées / Aulnay Nord et Pantin.

Taux de gréviste : Aubervilliers 16,40 % - Aulnay 43,70 % - Bobigny 28,80 % - Le Raincy 45,70 % - Livry Gargan 22,80 % - Montreuil 32,60 % - Neuilly 30,20 % - Noisy 14,40 % - Pantin 45,00 % - St Denis 38,20 % - St Ouen 28,80 % - DSF/CDA 38,10 % - Cadastre 60,20% et Hypothèques 19,60 %

29 mars : Commence le vote à bulletin secret sur tout le département, sur la proposition d'une grève du réseau comptable avec soutien financier des autres services.

18 avril : 55 % des agents consultés se prononcent pour ce type d'action.

11 mai : Boycott de l'opération [Charasse](#) dans les écoles, en collaboration avec le Syndicat National des Instituteurs-PEGC 93.

6 juin : Les agents du 93 sont à la manifestation.

19 et 20 juin : Grève reconductible de 2 jours dans les centres de Pantin, Montreuil et Aubervilliers.

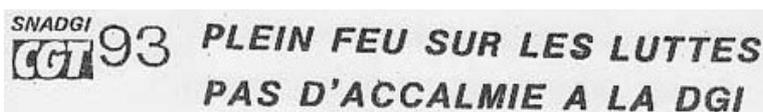
27 juin : Le 93 accompagne à Bercy la délégation des Bouches du Rhône et d'Aix.

28 juin : Devant le ministère, les CRS chargent ; le secrétaire du Snadgi-CGT 93 est blessé d'un coup de crosse.

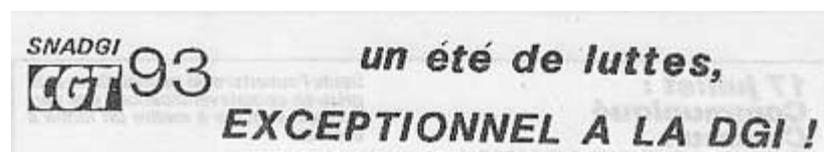
4 juillet : 300 grévistes dans le 93.

10 juillet : Piquet de grève devant Bercy tenu par le 93, présence de [Louis Viannet](#), secrétaire confédéral de la CGT.

Durant la 1^{re} quinzaine de juillet, grève du réseau comptable à Saint-Denis, Le Raincy, Livry, Pantin et Saint Ouen qui tiendra jusqu'au 31 juillet.



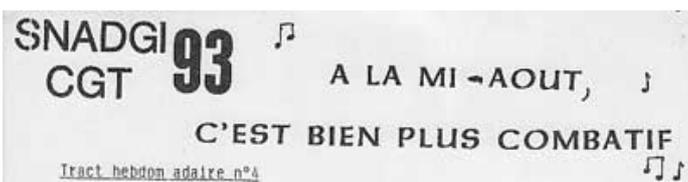
SNADGI
CGT 93 PLEIN FEU SUR LES LUTTES
PAS D'ACCALMIE A LA DGI



SNADGI
CGT 93 un été de luttes,
EXCEPTIONNEL A LA DGI !

4 août : distribution de 26 000 tracts au public dans le 93, 98 agents participent sur 21 points de distribution.

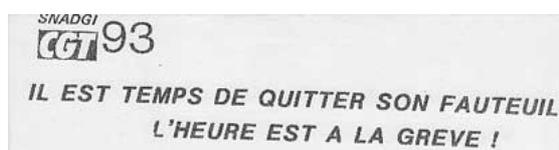
Tract du 7 août : « Initiatives engagées sur le département : Lettres aux élus par les grévistes des sites d'Aulnay, Bobigny, Le Raincy, Livry, Noisy et Saint-Denis. Les cahiers revendicatifs sont signés massivement sur les sites d'Aulnay,



SNADGI
CGT 93 A LA MI-AOUT,
C'EST BIEN PLUS COMBATIF
Tract hebdomadaire n°4

Montreuil, St-Denis, DSF/CDA, St-Ouen, Noisy Parc. Engagement à la manifestation du 12 septembre : 173 signatures au 14 août et soutien financier en cours : 25 460 Francs collectés

29 août : Remise à Bercy des 700 signatures recueillies dans le département sur la pétition nationale, exigeant l'ouverture de négociations



SNADGI
CGT 93
IL EST TEMPS DE QUITTER SON FAUTEUIL
L'HEURE EST A LA GREVE !

1^{er} septembre : AG départementale: 120 agents appellent leurs collègues à rejoindre la grève générale.

4 septembre : les centres des impôts d'Aulnay et du Raincy votent la grève reconductible.

5 septembre : 127 agents en grève sur le département.

7 septembre : AG à Noisy Parc : 239 grévistes.

8 septembre : Manifestation devant la préfecture, le Préfet refuse de recevoir une délégation. Les organisations syndicales et 1 non-syndiqué sont reçus par le Conseil Général.

« Appel aux non grévistes : LE POIDS DE VOTRE DÉCISION

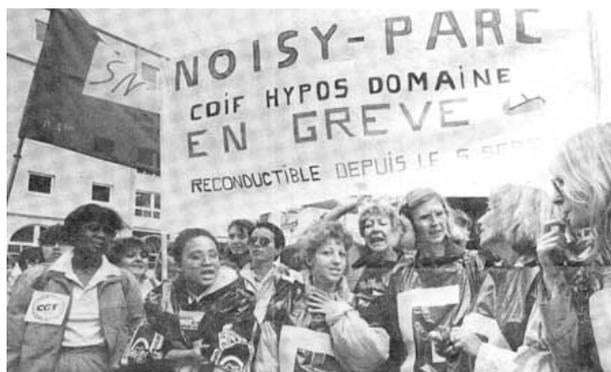
...dans le 93 de 89 grévistes le 4 septembre, nous sommes passés à 239 le 7 septembre. Bérégovoy et Charasse proposent une prime unique de 2200 francs pour solde de tout compte et 20 000 francs d'incitation de départ à la retraite - C'est inacceptable ! Assez de provocation ! Nos revendications peuvent et doivent aboutir. Cela dépend de vous ... Rejoignez-nous dans le mouvement de grève. C'est le moment ! »

Appel des agents grévistes de Montreuil du 8 septembre 1989

11 septembre : AG départementale à la DSF (Direction des Services Financiers), audience avec le DSF et 2 délégués par site, sur l'ouverture des négociations locales.

12 septembre : Plus de 800 grévistes dans le 93 ; 300 sont à la manifestation.

13 septembre : Préfet nous revoilà ! Une délégation est reçue.



14 septembre : Déjeuner de lutte à Bobigny (Bourse Départementale du Travail), 413 grévistes. 52 % de grévistes sur le 93.

19 septembre : Manifestation départementale d'Aubervilliers à la DSF. Audience à la DSF, remise des chartes revendicatives par les délégués de site

Vers le 20 septembre, le Snadgi CGT 93 fait la proposition aux AG des sites de mettre en place des piquets de grève devant les centres. Motif : bloquer efficacement la machine administrative en empêchant tout travail à l'intérieur des immeubles. Il a fallu des explications ! C'était la première fois que ce moyen de lutte était employé dans notre administration durant une grève.

Certains grévistes, s'ils comprenaient, ne voulaient pas dans un premier temps, voter cette proposition. Cependant devant la ténacité des ministres à ne pas répondre à nos revendications, le climat d'abord tiède en faveur des piquets s'est transformé.

21 septembre : « Opération NOTRE-DAME »



Depuis plus de deux semaines la grève a commencé en région parisienne.

Le mouvement s'étend et se renforce chaque jour.

Toute la machine DGI est en train de se bloquer.

Dans les médias, c'est le quasi-silence, dans les AG beaucoup de voix s'élèvent : il faut briser le mur du silence.

« Une petite équipe de la section s'est mise au travail pour préparer une opération spectaculaire. Le lieu choisi : Notre-Dame. Cela fait plusieurs jours que les AG ont reçu « les consignes » de stocker de vieux imprimés administratifs, 2042 et ses annexes, copies des bulletins de paie et apporter des sacs à dos. Au matin du 21/09, les AG sont informées que l'action aura lieu ce jour, les agents (environ 150 de tous les sites du département) se dirigent vers un point central de rendez-vous...

...vers 11 heures ils arrivent par petits groupes. Une liaison radio est établie entre le 2^e étage de Notre-Dame et le parvis, (2 camarades du service de la sécurité de la CGT sont présents). A 11h45, la TV et la presse ne sont pas là ! (sauf L'Humanité), ils étaient pourtant prévenus, un télex, préparé à l'adresse des médias est envoyé. Par radio, la sécurité interne de Notre-Dame a repéré un sac à dos un peu trop gros !! C'est celui de la banderole...

...A 11 h 57 du second étage de Notre-Dame monte une énorme clameur, la banderole est déployée « Impôts en grève - Négociations » et soudain jaillit dans le ciel une nuée de papiers multicolores. Le spectacle est magnifique. Les touristes braquent caméras et appareils photos. 15 minutes plus tard, les camarades redescendent, sacs à dos vides, un photographe de l'AFP est enfin arrivé, des copains ramassent les imprimés qui jonchent le sol et les jettent en l'air à grandes brassées. 12h20 on appelle à la dispersion. »

La Clameur des Burlingues n° 50

2 septembre : 612 grévistes sur le département

26 septembre : Rencontre des organisations syndicales du département et de non-syndiqués au siège du PS, rue Solférino, avec le Chef de Cabinet de Mauroy. Le matin à l'AG d'Aulnay (70 % de grévistes) le député communiste d'Aulnay et de Sevran - Tremblay - Villepinte, François Asensi y participe et débat avec les agents du budget 1990 et des revendications.

« 17 trésoreries principales sur 31 sont fermées. 27 agents de la Trésorerie Générale sont en grève et 22 agents de la Direction de la Consommation sont en grève administrative. »

Le Parisien 26 septembre

« Dans notre département le mouvement s'amplifie puisque 676 agents sont en grève reconductible, ils s'additionnent ainsi aux 119 DSF en conflit depuis plusieurs semaines dont 69 en grève générale. »



**IMPOTS :
LES
DÉCLARATIONS
PLEUVENT**

*Titre du Parisien
du 22 septembre 1989*





27 septembre : Depuis 3 semaines, la grève reconductible a débuté. La semaine précédente, (19 septembre) nous étions venus (plus de 400 agents) porter les cahiers revendicatifs au DSF M. Villaplana, et lui demander de ne pas s'engager à appliquer les retenues de grèves tant que les négociations sur celles-ci n'étaient pas ouvertes au plan national. Le DSF n'ayant pas voulu s'engager, les grévistes du 93 ont donc décidé de se rappeler à son bon souvenir. La photo à gauche illustre cette visite dans les locaux de la DSF.

« Après une prise de parole des organisations syndicales faisant état de la mobilisation dans le département (676 grévistes recensés) nous montons au 6^e étage où une délégation va être reçue par le DSF pour connaître ses réponses. Une suspension de séance permet de faire le point sur l'échange de vue qui vient de se dérouler. Le DSF a transmis un double des cahiers à la DG; a fait une synthèse de ceux-ci, fait 3 rubriques : conditions de travail, formation pro, et services sociaux. Il propose des CTPL sur les problèmes qu'il estime être de sa compétence



et désire visiter tous les sites du 93 dès que le mouvement de grève aura pris fin. Il se conformera aux instructions de la DG pour les retenues de grève... » *La Clameur des Burlingues n° 50*



« L'AG ne pouvant se contenter de ses « décisions » décide de ne pas quitter les locaux tant que des engagements précis n'auront pas été pris et demande qu'un émissaire de la DG vienne négocier avec les agents présents. Le couloir du 6^e est à nouveau noir de monde. L'audience reprend, et très rapidement c'est le constat d'échec. »

« Le DSF quitte la salle de réunion et s'enferme avec ses adjoints dans son bureau. Des chaises et des tables sont installées devant la porte directoriale ; l'occupation commence et promet d'être longue vu l'attitude intransigeante de la direction.

Les organisations syndicales prennent contact avec les médias, très vite les Renseignements Généraux font leur apparition, ils viennent s'enquérir de l'état de M. Villaplana et souhaitent connaître ses intentions.

L'heure du repas approche et une collecte est organisée pour acheter les victuailles. La presse arrive, il est 20 heures environ, La pression s'élève d'un cran lorsque le DSF montre son nez pour apprécier la situation. Les collègues excédés par son attitude vident leur sac et expriment, parfois de façon véhémement, leurs griefs.

Villaplana estimant que cela a assez duré fait appel aux forces de l'ordre ; les CRS interviennent et l'évacuation se fait sans incident. Il est presque minuit, une journée de grève pas comme les autres s'achève enfin. » *La Clameur des Burlingues n° 50*



28 septembre : A Aulnay (le centre des impôts était rue de la Croix Blanche) le vote pour la mise en place d'un piquet de grève est de 43 voix Pour sur 73 grévistes.

Le piquet sera effectif dès le 29 septembre avec la pose de cadenas en présence des grévistes dès 8 heures. Les explications sont données aux non-grévistes de l'objectif que nous nous donnons par ce moyen.

Dans d'autres sites, il y a d'abord l'étape du piquet de grève devant la salle de l'ordinateur « Medoc » (image à gauche).

9 septembre : Premier piquet de grève à Noisy le Sec.

Grève des impôts

LES DOUANIERS DE ROISSY S'Y METTENT AUSSI

Depuis hier et à la suite d'une assemblée générale de toutes leurs organisations syndicales, les douaniers de Roissy ont décidé d'emboîter le pas et de suivre une grève du zèle.

2 octobre : 756 grévistes sur le département

LE CENTRE DES IMPÔTS DE NOISY LE SEC NE RÉPOND PLUS

A Noisy le Sec, comme dans d'autres résidences du département, les grévistes bloquaient seulement le local MEDOC et laissaient entrer les contribuables et les non-grévistes. Choqués de ce qui s'est passé à la direction, et la décision est aussitôt prise de fermer tous les accès du centre des impôts, pendant 2 jours les grévistes se relayent pour assurer le piquet de grève. À l'occasion de cette occupation, ils auront la visite de Roger Gouhier, député-maire de Noisy le Sec et de plusieurs élus communistes venus apporter leur soutien à la lutte menée.

« Des bruits commencent à courir concernant un éventuel délogement par les forces de l'ordre dès lundi. Contact est pris avec l'Union Locale CGT et les élus pour parer à toutes éventualités.

Ce lundi, une agitation inhabituelle règne, la présence du commissaire de police ainsi que des voitures banalisées. Les grévistes se retranchent à l'intérieur du centre des impôts et s'enferment en condamnant toutes les issues. Par téléphone toutes les résidences du département sont tenues au courant de façon que les grévistes des autres sites viennent le plus vite possible.

Dehors une brève bagarre oppose des adhérents CGT de l'UL aux forces de l'ordre. La porte du CDI est ouverte grâce à l'aimable collaboration de Chef de Centre et les pandores visiblement énervés s'engouffrent dans la brèche.

Les grévistes sortent sans opposer de résistance. Les camarades de Noisy Parc arrivent les premiers sur la place, puis d'autres grévistes du 93.

250 agents sont là et font connaître leurs plus vives émotions...

LA POLICE INTERVIENT A NOISY-LE-SEC

Le conflit des agents des impôts avec leurs directions locales se durcit. Après l'occupation des locaux par les grévistes ce week-end, les forces de l'ordre ont dû intervenir à Noisy-le-Sec hier matin.



Avec l'intervention de la police, les grévistes ont dû évacuer hier matin le centre des impôts de Noisy-le-Sec.

Le Parisien du 3 octobre 1989

... D'après M. Balandraud, directeur du personnel, c'est la DG qui a ordonné l'évacuation de la DSF le 27 septembre. À midi un repas est servi par la municipalité devant le centre des impôts toujours gardé. Des échauffourées éclatent sporadiquement, quand le directeur du personnel tente de rentrer dans le centre des impôts.

Un modus vivendi est passé entre le représentant de l'administration et les grévistes : chaque partie apposera une chaîne sur la grille d'entrée et le centre restera fermé jusqu'à nouvel ordre. Incroyable !! L'administration neutralise le lieu de travail de ses agents !!! Il s'agit d'un lock-out, c'est-à-dire : « de la fermeture d'une entreprise, d'une usine par la direction, pour faire pression sur le personnel en grève ou qui menace de faire grève » heureusement la municipalité et l'Union Locale ont prêté des locaux pour continuer à tenir les AG quotidiennes, garantes de l'unité et de la poursuite du mouvement...

... Aussitôt après l'intervention policière, les dix salariés du CDI qui n'étaient pas encore en grève ont rejoint le mouvement. En outre à midi, 200 personnes environ sont venues participer à un pique-nique de la solidarité devant le lieu de l'intervention policière...

L'Humanité du 2 octobre 1989

Et pendant ce temps-là, le RPR s'insurge des repas gratuits offerts par la municipalité communiste de Noisy le Sec aux grévistes, d'autres municipalités dans le département feront de même avec les grévistes des impôts.

4 octobre : Participation des agents des finances à la manif interpro CGT 93 sur les salaires à Bobigny, une délégation est reçue à la préfecture. 70 % des agents sont en grève, 8 recettes sur 16 sont fermées, et la Trésorerie générale aussi depuis le 3 octobre.

" 17 Receveurs Principaux et/ou Chefs de Centre du 93 se réunissent le 4 octobre à Noisy le Sec. Ils expriment leur entière solidarité avec les agents en lutte dont ils partagent les légitimes revendications, les moyens d'expression et d'action. Ils appellent l'ensemble de leurs collègues à rejoindre les autres agents dans la grève. "

5 octobre : Plus de 700 grévistes dans le 93, 500 à la manif nationale dans Paris. 70 % des personnels en grève.



Belle illustration de la méthode Ricard : la police chassant hier par la force les agents des Impôts de Noisy-le-Sec

L'Humanité du 3 octobre



Manifestation à Bobigny de la Bourse du Travail à la Préfecture à l'appel de l'UD CGT 93



« A Livry Gargan, le CDI est implanté depuis 1972 dans une école désaffectée sans aménagement approprié à la fonction... Le poste de relations publiques sera supprimé en 1990, ce poste en sursis depuis 1988 existe encore grâce à la mobilisation des personnels et à certains élus... la somme allouée pour les fournitures et petits matériels de bureau est de 8,50 francs pour 3 personnes par mois... les archives sont entassées dans d'anciennes caves à charbon... la municipalité de Livry Gargan refuse de discuter sur l'implantation d'un nouveau CDI sur sa

commune... Interview des grévistes de Livry CGT, CFDT, FO et Snui - *Journal La Renaissance*

10 octobre : AG départementale des syndiqués Finances à Montreuil - 9 centres sur 13 sont bloqués par les piquets de grève.

16 octobre : Henry Krasucki - Secrétaire Général de la CGT depuis 1982 - participe à une AG sur le site de Noisy Parc.

« Dès 9 heures la salle se remplit, l'AG des personnels est constituée des 2 CDIF, des Domaines, des Hypothèques, des deux CDI et des recettes. Il est évident que la présence d'Henri Krasucki a un impact sur l'importance des participants à cette assemblée... La culture et l'humour du secrétaire général de la CGT ont été très appréciés. C'est l'image d'un homme simple, pas imbu de ce qu'il représente, qui est restée marquée dans l'esprit des agents. » *C'est formidable de voir les gens se prendre ainsi en charge. Les assemblées générales, c'est la démocratie authentique... Une telle pratique change tout et pour le mieux : c'est l'union sur une base démocratique. Les conséquences en sont bonnes ; je salue cette unité-là.* » *Henri Krasucki*



16 octobre : C'est aussi l'évacuation par les forces de police du centre des impôts de St-Ouen, car c'est aussi l'immeuble de la DSGI - Boulevard Ney. Les non-grévistes reprennent le travail avec les forces de police gardant le bâtiment.

17 octobre : AG départementale Finances; dépôt d'une motion à la préfecture, manif à Roissy en solidarité avec les douaniers

*Photo du journal La Renaissance 93
du 17 octobre 1989*

LA GREVE DES AGENTS DES FINANCES

L'IMPOSANT MOUVEMENT NE S'EN LAISSE PAS... COMPTER

Les agents des finances, du trésor et les douaniers s'installent dans la grève. Les assemblées générales les personnels ont rejeté les propositions gouvernementales jugées très insuffisantes, et ont reconduit leur mouvement.

Assemblée
Générale
des Finances
à Bobigny
17 octobre
salle Pablo Neruda

18 octobre : Volonté de mettre en place un piquet de grève à la TPG, mais la police fait la « loi ».

19 octobre : La Seine Saint Denis est dans les rues de Paris comme tous les camarades de la province et de la région IdF.

27 octobre : Forts de coups médiatiques, les personnels souhaitaient renouveler l'expérience. Le SNADGI-CGT, la CFDT, le SNUI et FO décidèrent d'entreprendre le pari audacieux d'envahir la préfecture à Bobigny.

« 11h30, l'heure choisie, car de nombreux fonctionnaires de Bobigny se rendent à la cantine. Objectifs : faire comprendre au préfet qu'il n'était pas « intouchable », sensibiliser le public, et rappeler aux autres fonctionnaires (territoriaux, préfecture, ANPE...) que le mouvement des Finances dans le département, loin de s'essouffler, était d'une extrême combativité.

Une bonne centaine d'agents s'infiltrant, individuellement, comme pour accomplir des formalités, et qui devaient à l'heure dite, clamer des slogans, circuler dans les locaux et se rendre devant le bureau du Préfet, tandis qu'à l'extérieur plusieurs centaines d'agents manifester avec les banderoles. Les prévisions furent différentes puisque plus de 300 agents se retrouvèrent dans la préfecture, et à 11h30 les badges, banderoles furent visibles et des slogans furent hurlés : « On veut des ministres, pas des flics pour négocier ! », « emplois, salaires, négociations » « Ohé, Ohé socialo, ton navire commence à prendre l'eau ! ».

Après un moment de surprise, le public nous fit des sourires approbateurs, mais rapidement les forces de l'ordre se placèrent ici et là, notamment devant les bureaux du Préfet. Jean-Jacques Karman, Président du groupe communiste du Conseil Général, vint nous accueillir et nous apporter son soutien. Il participa à la négociation visant à obtenir une audience avec le Préfet. Celui-ci étant absent, c'est le sous-préfet qui fut chargé de recevoir une délégation intersyndicale.

Notre intervention porta sur un rappel des revendications et sur l'arrêt immédiat des brutalités policières dans le département. Le représentant du préfet esquiva les réponses, mais un rapide compte rendu en présence de TSF 93 fut fait à la sortie de la préfecture »

La Clameur des Burlingues

2 novembre : Les organisations syndicales Finances sont reçues par Georges Valbon, Président du Conseil Général...

6 novembre : Seconde intervention de la police au CDI de Noisy



◀ *Le Quotidien*
du 6 novembre 1989

Libération
du 6 novembre 1989 ▶

TROUBLE-FETE. Une trentaine d'employés des impôts ont perturbé samedi soir, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), la fête de la Rose organisée par la section locale du Parti socialiste, à laquelle participait Laurent Fabius. Des heurts les ont opposés au service d'ordre et à des militants socialistes, avec échange de coups de poing et jets de gaz lacrymogène. La police a dispersé les manifestants avant l'arrivée du président de l'Assemblée nationale.

7 novembre : Le 93 est dans la rue et très nombreux



◀ *Le Parisien* du 7 novembre

9 novembre : Le 93 y est aussi et l'après-midi AG départementale à Bobigny

« ... les agents des impôts d'Aulnay s/Bois entameront leur 10^e semaine de grève, rien n'aura entamé leur détermination, ils savent que l'argent existe pour satisfaire leurs revendications... Depuis 5 mois, leurs ministres Bérégovoy et Charasse, ont utilisé toutes les armes en leur pouvoir (intox médiatiques, matraque, arnaque, répression, atteintes multiples aux droits de grève) pour briser l'union, qu'ensemble avec leurs organisations syndicales, ils ont su gagner...le 7 novembre les agents d'Aulnay ont été nombreux à participer la manifestation nationale des finances qui st jointe à celle de la fonction publique à l'appel de la CGT, SNES et FO. »

La Renaissance du 10 novembre 1989



13 novembre : Évacuation du piquet de grève d'Aubervilliers, c'est le dernier piquet sur le département. 10 non-grévistes refusent de rentrer et rejoignent les grévistes.



« À l'heure du laitier, la police a investi les locaux du CDI, de l'ERTI et des Domaines. Les directeurs divisionnaires font régner « l'ordre républicain » cher à M. Villaplana (DSF). Ce dernier n'est pas présent, il est retranché dans le bureau du 6^e étage de la DSF qu'il affectionne tant. (Couloir dit des « paillassons »).

17 novembre: 8 sites du 93 sont représentés à l'AG nationale (toutes OS et non syndiqués)

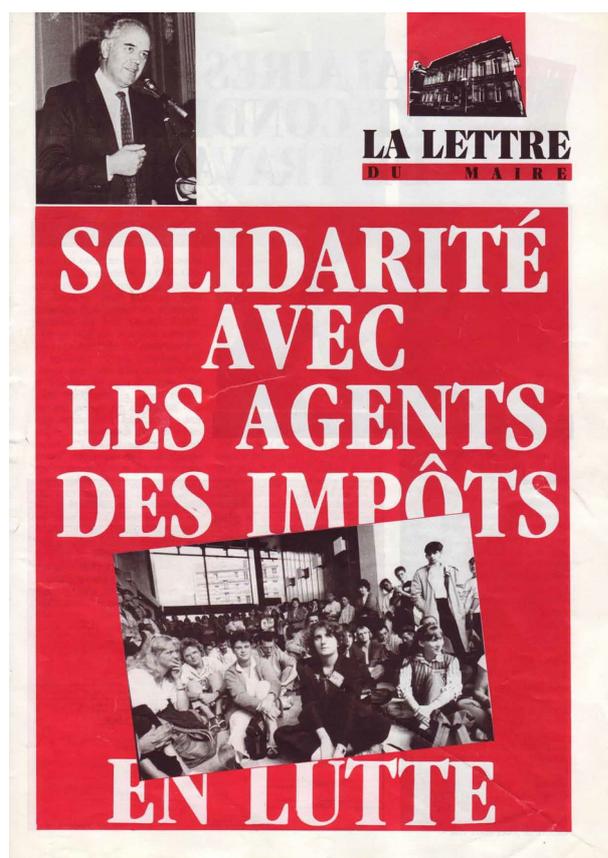
20 novembre : Suspension généralisée de la grève

22 novembre : « Le Snadgi-CGT a été reçu à la DSF pour confronter les modalités de reprise envisagées par l'administration avec celles proposées par les personnels. Encore une fois dialogue impossible, au bout de 3 heures de discussions la hiérarchie veut maintenir ses dispositions que nous avons jugées inacceptables...

- Retenues de grève - aucune modification au dispositif national
- Heures supplémentaires - ne concernent que les volontaires, dotation pas encore établie
- Auxiliaires : 100 agents mois sont prévus d'ici à la fin de l'année. Ils seront affectés selon le bon vouloir du DSF si les chefs de service les refusent
- Priorités : Encaissement des chèques de TVA, avec des méthodes de simplifications pour ce travail. Campagne Vignettes en attente de position officielle du ministère. L'établissement de le TP et de la TH en priorité dans les secteurs d'assiette et de façon rapide !!!! CSP suspendue jusqu'en mars 90. Les plans de congés de fin d'année seront respectés. La DSF

refuse la tenue de Conseils de Centre extraordinaires indiquant qu'il n'était pas du ressort des agents de discuter de leurs conditions de travail. Mais préconise des réunions de service avec les IP pour juger de la situation au cas par cas !!! »

24 novembre : AG départementale à Montreuil. La détermination des participants fait reculer le DSF. La vignette 90 ne verra le jour dans le 93 qu'au mois de janvier. Les agents refusent le rattrapage du travail en retard, les heures supplémentaires, le renfort d'auxiliaires, ils refusent aussi les simplifications et les priorités définies par l'administration, exigent la tenue des Conseils de centre extraordinaires servant de base aux discussions de site par site et si les problèmes ne sont pas réglés demanderont des audiences au DSF.



Ce document a été réalisé à partir de plusieurs sources :

* Le site internet <http://snadgi-cgt93.pagesperso-orange.fr>

* L'article [Retour sur la grève aux Finances de 1989](#), de Jean-Marie Pernot et André Narritsens

* "Les 200 jours des finances" Supplément au Courrier du militant des Finances CGT de juin 1990